

Produire en France un véhicule électrique populaire (p. 4)

COMMUNISTES

École. Transports. Santé. La campagne européenne des communistes



Vidéo

Fabien Roussel invité de la grande interview BFMTV

Vaincue

Tout récemment le ministre de l'Économie Bruno Le Maire assurait, martial : « L'inflation est vaincue. » Ce week-end, un journal de son bord politique, *Le Parisien*, consacre son dossier à « La folie des prix ». Quelques titres du reportage : « 20 % d'inflation en deux ans », « Hausse vertigineuse de produits de grande consommation », « Un chariot hors de prix », « Le ticket de caisse flambe ». Le journal donne ces exemples : beurre + 41,9 % ; papier-toilette + 33,3 % ; yaourts + 32,9 %. Et ainsi de suite. Alors, il faudrait savoir ? Ou Le Maire n'a plus aucune autorité au *Parisien* ; ou il ne fait jamais les courses. 🇫🇷

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

“Donner les moyens au PCF d'intervenir”

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Dessin de 2018 publié dans
le livre « Je suis Razan »
disponible auprès
des éditions Arcane 17

Chantal Montellier

JE SUIS RAZAN

Un visage pour la Palestine

Sous la direction de Chantal Montellier
Préface de Sandrine Mansour



Abeer Hamad, Ahmad Kabirith, Alain Grish, Ana Moreno, Christine Lander,
Dominique Vidal, Fabrice Selingant, Gérard Streiff, Jacques Mondoloni,
Laurence Biberfeld, Marco Hukenzle, Mojib al-Zahrani, Olivia Elias, Philippe Tancelin,
Patrick Laroche, Pierre Laurent, Sandrine Mansour, Walid Atallah, Ziad Medoukh.

Les éditions Arcane 17

Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

25 janvier, à partir de 19 h : Projection du film « Captives », suivie d'un débat « Misère de la psychiatrie, quelle prise en charge de la santé mentale en France ? », en présence du réalisateur et du Dr Hélène Monsonogo. Participation aux frais : 10 €. Réservation sur contact@paris13.pcf.fr ou <https://pcfparis13.nationbuilder.com/>. Cinéma UGC Gobelins, Paris 13

26 janvier, à partir de 14h30 : Initiative de la Fondation Gabriel-Péri : L'histoire de la Société russe de la Croix Rouge comme miroir des mutations de l'État soviétique (1917-1963). Avec Jean-François Fayet (directeur du Département d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, chercheur associé au CERCEC de l'EHESS), Jean-Numa Ducange (professeur d'histoire contemporaine Université de Rouen (IUF), Corentin Lahu (docteur en histoire, archiviste). Pour assister à la conférence, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/join/registration?WN_K69EZbUxSF6j5bqSVfvYgQ#registration. À la Fondation Gabriel-Péri

26 janvier, à partir de 20 h : Conférence-débat des Giboulées de Marx « Vie chère, accès aux soins dégradé, dérèglement climatique... responsabilité du capitalisme ? », avec Bernard Vasseur. Espace Thully, Thonon les Bains (74)

27 janvier, à partir de 11 h : Vœux de la section de Villetaneuse autour d'une galette. 39 rue Roger Salengro, Villetaneuse (93)

27 janvier, à partir de 13 h 30 : Sixième édition de la fête LM La rouge. Deux débats au programme de cette manifestation qui se conclura par une lecture musicale de Samira El Ayachi : Féminisme et lutte des classes avec Françoise Vergès, politologue et militante féministe décolonialiste, Hélène Bidard, adjointe PCF à la mairie de Paris, en charge de l'égalité femmes/hommes, Samira El Ayachi, écrivaine ; Autopsie de la valeur travail avec Amine Boukerche, philosophe, Laurent Brun, secrétaire confédéral de la CGT, Manon Ovion, salariée Verbaudet, Frédéric Mellier, membre du conseil national du PCF sur les entreprises et le lieu de travail. Salle Oudart, Hellemmes (59)

1^{er} février, à partir de 18h30 : Initiative des Amis de l'Humanité dans la Somme sur l'économie sociale et solidaire (ESS), avec Frédéric Fauvet, président du CRAJEP Hauts-de-France, Lucien Fontaine, fondateur de Collab Solidaire, et Janine Guespin du collectif ESS du PCF. Espace Dewailly, salle Lucie-Aubrac, Amiens (80)

1^{er} février, à partir de 19h30 : Conférence sur l'histoire de Missak et Mélinée Manouchian et le symbole de leur panthéonisation avec Pierre Ouzoulias, vice-président du Sénat, sénateur des Hauts de Seine. Section du 12^e arrondissement, 56 rue du rendez-vous (75012)

1^{er} février, à partir de 20 h : Réunion publique : « Comment sauver notre système de santé ? », avec le Dr Caroline Bremaud, Michèle Leflon, Frédéric David et Gwenn Kulikovi. Salle des fêtes, Arthez (72)

5 février, à partir de 19 h : Vernissage de l'exposition consacrée à Missak et Mélinée Manouchian : Introduction par Fabien Roussel, message de Katia Guiragossian puis table ronde - Claudie Bassi-Lederman (MRJ-MOI), Pierre Ouzoulias (vice-président du Sénat), Denis Peschanski (historien), Jean-Pierre Sakoun (Unité laïque), Jean Vigreux (historien) et projection du film de Pierre Chassagnieux et Pauline Richard, « Nous étions des combattants ». Siège national du PCF (75019)

8 février, à partir de 18h30 : Débat sur les prochaines élections européennes suivi par un apéritif dinatoire organisé par la section José-Marti. Réservations au 0670521932 ou pcf.pignan@orange.fr. Caves du château de Pignan (34)

15 février, à partir de 17h30 : Les communistes de la CASA (Communauté d'agglomération Sophia Antipolis) organisent une journée d'hommage à Missak et Mélinée Manouchian et aux FTP-MOI. Au programme : projection d'un film retraçant l'histoire du « Groupe Manouchian », débats et échanges, exposition photos et documents, stands d'associations, buffet... Espaces du Fort Carré, Antibes (06)

L'École au cœur du combat des communistes et de la campagne européenne !

Retour sur la rencontre avec les enseignants après les propos de la ministre.

La délégation de syndicalistes reçue mercredi 17 janvier par Fabien Roussel et Léon Deffontaines a d'emblée dénoncé les propos mensongers et dénigrants de la ministre nouvellement nommée en précisant que la colère reste vive dans les établissements. Les échanges se sont néanmoins vite centrés sur la crise globale que traverse l'Éducation nationale, de la maternelle à l'université : manque criant de personnels, salaires en berne, avalanche de réformes, perte de sens des métiers, conditions de travail intenable...

La délégation a rappelé le rôle crucial de l'École publique et laïque, celui d'accueillir tous les élèves sans discrimination sur l'ensemble du territoire, pour qu'ils bénéficient d'un enseignement solide et émancipateur à l'abri de toute pression. Or l'École est arrivée à un tel point de rupture que l'engagement des personnels ne suffit plus à la faire tenir. Au sein de la délégation, toutes et tous ont évoqué la violence des politiques éducatives menées par le ministère et le gouvernement qui, après avoir renforcée la ségrégation scolaire, tente d'imposer aux personnels d'organiser le tri social à l'intérieur même de l'École.

Les conséquences sont lourdes pour les jeunes, en particulier pour celles et ceux des classes populaires qui n'ont souvent que l'École comme marche pied pour assurer leur avenir professionnel. Mais elles sont lourdes aussi pour les conditions d'exercice des métiers. Une accompagnante d'élèves en situation de handicap a témoigné du manque de considération révoltant de son métier par l'administration, alors même que le ministère prétend faire du handicap une cause prioritaire ; une enseignante de primaire a redit combien l'incapacité du ministère à mettre en œuvre le remplacement faisait exploser les classes ; un enseignant à l'université a dénoncé le basculement complet de certains contractuels dans la grande précarité.

L'École s'effondre par tous les bouts ! Il y a une véritable urgence sociale à rouvrir le dossier décisif des salaires, car après avoir orchestré rigoureusement le déclassement salarial des 1,2 million de personnels de ce grand service public, exiger de « travailler plus pour gagner plus » à travers une mesure comme « le pacte » est irresponsable et dangereux. Mais plus largement, le système éducatif a besoin d'un plan d'investissement massif pour recruter, former les personnels et financer l'École

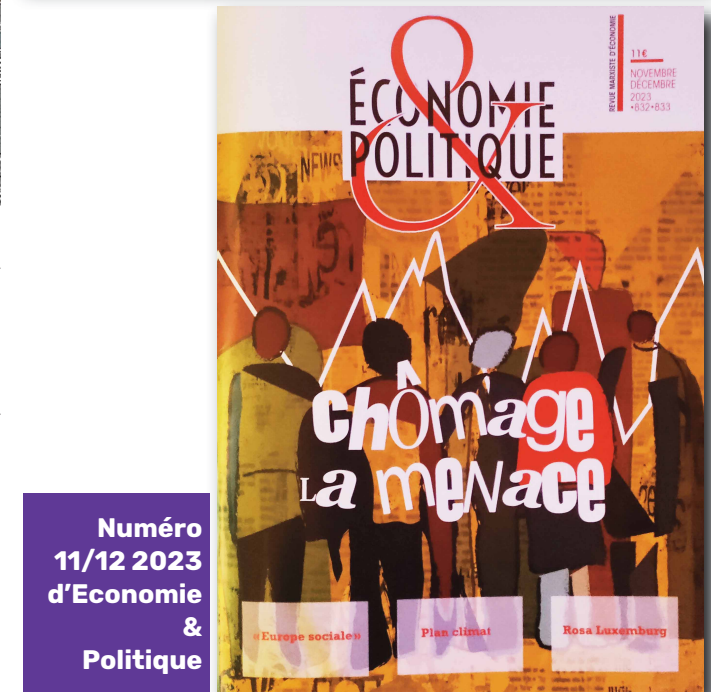


qui accuse un manque criant de matériel mais aussi un bâtiment qui ne répond pas actuellement aux grandes vagues de chaleurs qui traversent le pays.

Nos propositions sont nombreuses pour avancer vers une École commune pour toutes et tous, comme nous l'avons montré dans notre programme à l'élection présidentielle. Et l'échéance européenne est une nouvelle étape pour construire l'alternative aux grandes orientations portées par l'UE, tant celles-ci sont dangereuses pour l'École.

Fabien Roussel et Léon Deffontaines porteront ce combat aux côtés des organisations syndicales et des personnels dans la rue le 1^{er} février, mais aussi au Parlement et dans la campagne européenne pour des actes forts au service de l'intérêt général. ✪

Sigrid Gérardin



**Numéro
11/12 2023
d'Economie
&
Politique**

Produire en France un véhicule électrique populaire

Ce vendredi 19 janvier, Léon Deffontaines, tête de liste PCF aux européennes, et Jacques Baudrier, responsable de la commission Mobilités, se sont rendus devant l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, pour défendre la production en France de la remplaçante de la Twingo électrique, la « Twingo Legend ».

À l'instar de la Renault 5, le constructeur automobile continue de miser sur le « revival » des voitures populaires de la marque. La Legend sera produite en 2025-2026, au tarif plus accessible que la moyenne des prix des véhicules du marché. L'entreprise l'annonce sous la barre symbolique des 20 000 euros. C'est une étape importante vers l'adoption massive de l'électrique en France.

Nous défendons le passage dans les prochaines années de l'usage majoritaire du thermique à l'électrique. Même si la part de l'automobile dans les déplacements baissera à l'avenir du fait de l'augmentation des déplacements en train, produire en gros volumes des véhicules électriques à des prix très abordables est un objectif stratégique.

La Twingo Legend coche a priori toutes les cases : Un petit format, une voiture légère, une petite batterie pour soutenir une consommation annoncée très basse. Le hic : ces voitures seraient produites en Slovénie, dans les usines de Novo Mesto, là où est produite l'actuelle Twingo électrique et sa version thermique.

L'intensité carbone moyenne de la production est d'environ 150 kg eqCO₂ émis pour 1 000 € de production en France. C'est environ le double en Slovénie, le triple en Slovaquie, Tchèque ou Roumanie, et 5 à 6 fois plus en Pologne ou en Chine.

Le choix de Renault est incompréhensible, puisque la France est tout à fait capable de produire cette nouvelle voiture. La Zoé est produite à Douai, dans le Nord, et le reste des véhicules électriques à grosse marge est produit à Flins.

Il faut faire en Europe et en France ce que le Japon a su faire au sortir de la

guerre pour des raisons différentes : promouvoir, avec l'appui de la puissance publique, la production de petites voitures qui couvrent les trajets quotidiens et limitent au maximum le recours à l'essence pour les grands trajets occasionnels. 80% des déplacements quotidiens en France font moins de 80 kilomètres.

L'implication de l'État dans l'évolution de l'industrie automobile doit essentiellement répondre à un objectif simple : promouvoir un véhicule électrique populaire et donc accessible, le moins polluant possible à l'usage comme à la fabrication.

Pourquoi défendre la production de cette nouvelle Twingo en France :

- Pour ne pas encourager la production dans des pays à forte intensité carbone, ce qui reviendrait à une pollution massive et un non-sens écologique.

-- Pour la perte de dizaines de milliers d'emplois dans la filière automobile sur les vingt dernières années.

-- Pour garder la main industrielle sur un des leviers les plus importants pour sauver le climat dans notre pays, et garantir aux classes populaires l'accès à une mobilité non polluante. ✪

Jacques Baudrier
membre du CN



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Opération « vérité sur les salaires » Face à la smicardisation de la France, le gouvernement doit agir !

En ce début d'année 2024, le pouvoir d'achat demeure la priorité des Français.



Ces dernières années, sous les coups de l'inflation et en l'absence d'une véritable politique salariale, la France s'est « smicardisée ». Alors qu'en 2021, 12 % des travailleurs étaient payés au Smic, ils sont aujourd'hui 17,3 %. La France compte ainsi, en ce début d'année, 3,1 millions de salariés payés au Smic, dont 58 % de femmes travaillant dans des secteurs économiques essentiels.

Cette France condamnée aux petits salaires, c'est le résultat d'une politique économique sciemment mise en œuvre par le gouvernement, reposant sur l'exonération de cotisations sociales sur les bas revenus et le refus d'indexer l'ensemble des salaires sur l'inflation. En ce début d'année 2024, ce que veulent les Françaises et les Français, c'est voir leur pouvoir d'achat augmenter et vivre dignement de leur salaire.

C'est pourquoi le PCF interpelle le futur Premier ministre sur cette réalité inacceptable que le gouvernement semble ignorer et lance, dans le cadre de sa campagne pour le pouvoir d'achat et contre la vie chère, « l'opération vérité sur les salaires, les retraites et les revenus du capital ».

Le PCF invite ainsi les salarié-e-s à lui envoyer leur fiche de paie, en masquant leur nom et en indiquant leur ancienneté, à l'adresse suivante : salaires@pcf.fr

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et les deux présidents des groupes parlementaires, André Chassaigne et Cécile Cukierman, demandent à être reçus à Matignon le 3 février prochain, afin de remettre au Premier ministre l'ensemble de ces fiches de paie ainsi que les dizaines de milliers de pétitions déjà signées exigeant l'indexation des salaires sur l'inflation. ✪

Parti communiste français

Cessez le feu immédiat et permanent à Gaza !

Le PCF du Val-de-Marne s'engage pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens

La fédération du Val-de-Marne a organisé un meeting de solidarité pour Gaza le 16 janvier à Villejuif. Cette soirée, qui a réuni plus de 300 personnes, fut un franc succès. Les communistes ont invité Yassar Ayoub, de l'ambassade de Palestine en France, Aïda Touma Suleiman, députée communiste israélienne à la Knesset, Jean-Paul Lecoq, député communiste à l'Assemblée nationale et Pierre Barbencey, grand reporter à *l'Humanité*. L'objectif de cette soirée est de faire grandir la mobilisation citoyenne pour la libération de la Palestine et la paix. Plus d'une dizaine d'acteurs associatifs sont présents, dont Amnesty International, les groupes locaux AFPS, la CGT, BDS... Ce fut l'une des clés de la réussite de l'évènement.

Gaza, c'est l'enfer sur terre. Depuis plus de 100 jours, le monde impuissant assiste aux massacres du gouvernement d'extrême droite israélien contre le peuple palestinien. Depuis l'attaque criminelle du Hamas, ce sont 25 000 morts, deux millions de personnes soumises à des déplacements forcés, destruction de Gaza par les bombes. Israël refuse de montrer ses crimes au monde entier : 113 journalistes assassinés. Mais le peuple palestinien résiste pacifiquement avec courage et dignité. Pierre Garzon, maire de Villejuif, rappelle l'action de la ville pour la Palestine, au travers notamment de la coopération décentralisée. Pour Ozer Özturun, secrétaire départemental, la paix est un engagement important des communistes et des élus du Val-de-Marne : « Notre solidarité politique et financière est encore plus importante aujourd'hui, car il faut répondre à l'urgence humanitaire et demain tout reconstruire. » Leïla Shahid fait parvenir un message de combat. En termes de justice internationale, la requête de l'Afrique du Sud contre Israël pour crime de génocide constitue un espoir. C'est la première fois que les dirigeants d'Israël sont contraints de se justifier. Venant d'un pays qui a combattu et mis fin à l'apartheid, c'est aussi un symbole. Cette analyse est partagée par les autres invités. Ils s'accordent pour dire que le conflit n'a pas commencé le 7 octobre, mais s'inscrit dans un processus historique d'expulsion, de colonisation, de nettoyage ethnique et d'apartheid qui dure depuis plus de 75 ans. L'acharnement militaire d'Israël, ses frappes au Liban font craindre un risque d'embrasement du conflit au Moyen Orient qui menace la paix à l'échelle mondiale.



Pour Yassar Ayoub, ce qui se passe à Gaza dépasse toutes les souffrances déjà endurées par les Palestiniens depuis 1948. En Cisjordanie occupée, les colons et l'armée israélienne font vivre un régime de terreur aux Palestiniens, expulsent, emprisonnent et tuent. Il rappelle les mots de Nelson Mandela : « Tout discours sur la paix restera creux tant qu'Israël continuera à occuper le territoire palestinien. » Aïda Touma fait une intervention combative et émouvante. Elle remercie le PCF de l'avoir invitée à faire une tournée politique en France. Expulsée de la Knesset pour deux mois, elle explique qu'Israël réprime la voix des communistes et des pacifistes. Les Palestiniens en Israël subissent le même sort. Elle tient à montrer toute la solidarité du PCI pour la résistance du peuple palestinien. L'impunité d'Israël doit cesser. Sans justice, il ne peut y avoir de paix entre Palestiniens et Israéliens. Les États-Unis et l'Union européenne doivent prendre leurs responsabilités politiques pour mettre fin à la guerre et sanctionner Israël. Jean-Paul Lecoq, initiateur du projet de résolution déposé à l'Assemblée nationale contre l'apartheid israélien, insiste sur la nécessité de faire grandir un grand mouvement de solidarité internationale. L'action de la France, de la diplomatie, l'application du droit international sont un levier. L'implication des parlementaires et élus communistes est essentielle. Il faut du courage politique pour dénoncer les crimes d'Israël et ne pas se laisser enfermer dans l'idée que combattre la politique d'Israël

est de l'antisémitisme.

Enfin, Pierre Barbencey, de retour de Cisjordanie occupée, décrit la situation politique en Palestine au sein de l'OLP, ainsi que la place des mouvements islamistes, dont le Hamas. Il montre les rapports de force qui se jouent au sein de la société palestinienne, en particulier depuis le 7 octobre. Pour le PCF, l'enjeu est de soutenir les forces progressistes et laïques en Palestine, pour la construction d'une perspective politique à gauche, dans le cadre du droit à l'autodétermination du peuple palestinien souverain.

Les invités ont été fortement applaudis par la salle, en scandant ces mots : « Palestine vivra, Palestine vaincra ! »

En conclusion de cette soirée, il est rappelé que l'urgence, c'est un cessez le feu immédiat et durable pour ouvrir des perspectives pour la paix !

Des solutions politiques existent : Le PCF propose un plan de paix international, sur la base des résolutions de l'OuN, dont la reconnaissance de l'État de Palestine, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale... Il est urgent de faire grandir les mobilisations pour la paix afin d'instaurer un nouveau rapport de forces international. La France doit soutenir l'action de l'Afrique du Sud pour crimes de génocide et saisir le Cour internationale de Justice.

Pour les communistes du Val-de-Marne, c'est aussi multiplier des actions de solidarité concrètes, en proposant un appel aux collectivités territoriales à renforcer les coopérations entre les communes du département et les territoires palestiniens. Le PCF propose également la création d'un large collectif de solidarité départemental avec tous les acteurs citoyens, associations, syndicats, partis politiques...

C'est aussi le lancement d'une campagne de collecte financière pour soutenir les familles touchées par la guerre et la famine, participant à la campagne de crowdfunding sur HelloAsso et en utilisant le flashcode **Le PCF a toujours soutenu la lutte du peuple palestinien. C'est une cause juste, un combat universel pour les droits, la justice, la liberté et la paix dans le monde.** ✪

Cristine Hernandez
responsable de la commission
Relations Internationales PCF

Reprendre la main sur l'industrie du médicament en France et en Europe

La pandémie Covid-19 a révélé la nécessité de reprendre le pouvoir en Europe sur les questions du médicament. Ainsi, l'incapacité des grandes compagnies pharmaceutiques à réaliser les partages de technologies et les coopérations nécessaires ont expliqué les difficultés initiales d'approvisionnement en vaccin. Les prix des vaccins à ARN ont été imposés aux États et ont permis des profits scandaleux (près de 34 milliards de dollars en 2021, soit 1 000 dollars par seconde selon OXFAM) alors que la mise au point de ces vaccins a largement bénéficié de plusieurs milliards d'investissements publics aux étapes initiales. La situation est similaire dans le domaine des nouveaux médicaments, comme les nouveaux anticancéreux, dont les prix exorbitants sont totalement déconnectés des coûts de recherche et développement (R&D) et de production et mettent sous tension les systèmes de protection sociale, avec le risque de menace au final à l'accès aux innovations. Ainsi, il est maintenant fréquent de trouver des nouveaux médicaments anticancéreux dont le prix dépasse 50 000 à 80 000 euros par an. Une approche révolutionnaire de thérapie cellulaire utilisée dans certains cancers hématologiques (CAR-T cells) coûte même plus de 300 000 euros par patient. Le Zolgensma, destiné à soigner l'amyotrophie spinale, coûte deux millions d'euros pour une seule injection, alors qu'il a été mis au point par des équipes du Généthon, financés avec de l'argent public et grâce au Téléthon.

Les pénuries de médicaments se poursuivent. Selon l'ANSM, plus de 3 700 ruptures ou risques de ruptures de médicaments ont été signalées sur le sol français en 2022, contre moins de 200 en 2012. Ces pénuries sont liées :

- Aux arrêts de commercialisation décidés par les compagnies pharmaceutiques en raison du peu d'intérêt pour certains médicaments, anciens et peu rentables mais pourtant indispensables aux malades ;
 - Aux difficultés d'approvisionnement en principes actifs, en rapport direct avec l'externalisation et la fragmentation croissante de la production (40 % des médicaments commercialisés dans l'UE proviennent de pays extra-communautaires et 80 % des fabricants de principes actifs sont basés hors-UE) ;
 - La production des médicaments se réalise à flux tendu avec un minimum de stock ne permettant pas de faire face à une hausse inattendue de la demande ou à un problème sur la chaîne de fabrication.
- En France, Sanofi a reçu près d'1.5 milliard d'aides publiques en 10 ans,



mais des milliers d'emplois ont été détruits, des usines délocalisées, la recherche démantelée, et toujours plus de dividendes ont été versés aux actionnaires (plus de 4 milliards en 2022). Récemment, Sanofi a annoncé sa volonté de se désinvestir de la production du paracétamol, motivant l'inquiétude et la colère des salariés du site de production de Lisieux que Léon Deffontaines, tête de liste du PCF aux élections européennes, rencontrera le 25 Janvier 2024. Pour reprendre la main dans ce domaine, la liste conduite par Léon Deffontaines propose la **nationalisation/socialisation d'une grande entreprise pharmaceutique française comme Sanofi et la mise en place d'un pôle public de la recherche, de la production et de la distribution du médicament, au niveau national et européen**. Il s'agit de restaurer la souveraineté populaire sur le médicament et de construire l'Europe sociale de la Solidarité et de la Santé, qui doit être un bien commun et non une marchandise négociable entre des individus et les fournisseurs sur un marché commercial. ✪

Anthony Goncalves
membre du CN

LA SANTÉ, NOTRE BIEN COMMUN
COMMISSION SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ACTUALITÉ PUBLICATIONS DOSSIERS CONTACT

Communiqués Matériels

FORMATION DES MEDECINS QUALITEDES
Les internes ne doivent plus être la roue de secours de l'hôpital en crise.

À TA SANTÉ!

100% SOLIDAIRES

COMMUNIQUÉS DE PRESSE "SANTÉ"

Les internes ne doivent plus être la roue de secours de l'hôpital en crise.

Tous ensemble pour la santé et le médico-social

Numéro de janvier de Plein temps à télécharger ici.

<http://sante.pcf.fr/127421>

plein temps

Activité en direction des retraités - 06 28 81 51 61 - d.junker@51009@gmail.com

N° 75 Janvier 2024

2024, commençons...

Aujourd'hui, alors que les tensions internationales continuent de s'accroître, plus de 50 conflits meurtriers se déroulent dans le monde, que les pays d'Europe semblent se résoudre à laisser perdurer la guerre en Liban et en Palestine, nous devons ensemble travailler avec détermination et persévérance pour le Paix, pour que tous ces conflits cessent, pour engager un cessez-le-feu immédiat en Palestine comme en Ukraine.

La capitalisme porte la guerre
« Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparente paix, parce en elle la guerre, comme le raté démontre la guerre... » déclare Jean Jaurès.

LEtat des lieux capitalistes...
par un banquier :
«... Le capitalisme est un système à bout de souffle... Il se conduit à un arrêt de la croissance, une explosion des inégalités, un repli sur soi et une perte de sens collectif... » Mathieu Pignasse, directeur général délégué de la banque Lazard en France.

Un projet de transformation profonde
Nous vivons l'aggravation des tensions internationales, la contagion explosive d'une guerre économique mondiale et de guerres militaires où

nombre de pays, comme la France, mettent dans une économie de guerre, qui détournent les ressources indispensables pour relever les défis actuels. C'est bien d'une crise de civilisation qu'il s'agit. Dans un tel contexte, on ne peut répondre que par un projet de profonde transformation sociale, environnementale, économique et politique. L'alternative à gauche devra entrer en confrontation avec le capital, sa logique et ses pouvoirs, substituer la coopération à la concurrence. La campagne des élections européennes est un moment important pour construire un nouveau rapport de forces social et politique sur les enjeux de transformation en France, en Europe et dans le monde.

Les jours heureux
En ce début 2024, souhaitons-nous une année de bonne santé, de bonheur collectif, de forces solidaires et de lucidité pour affronter tous les combats qui sont devant nous, pour la Paix et les jours heureux.

QUELLE CONNERIE LA GUERRE
Jacques Prévert

DANS CE NUMÉRO

Un projet politique néolibéral

Maladresse, erreur, bévue, boulette, mépris, la nouvelle ministre de l'Éducation a réussi le tour de force de se mettre une très grande partie de la communauté éducative à dos dès sa première intervention. Mais doit-on vraiment parler de maladresse ? Ses propos ne révèlent-ils pas un changement de paradigme en cours depuis 2017 et la nomination

de Jean-Michel Blanquer dont les enfants étaient également scolarisés dans le privé ?

Jusqu'ici, y compris les défenseurs de l'école privée, quand ils étaient au pouvoir, considéraient l'enseignement privé comme un enseignement dans lequel des familles pouvaient inscrire leur enfant au nom de la liberté de choix ; c'était le résultat d'un rapport de force dans la société ou une partie de la bourgeoisie a toujours considéré qu'elle pouvait choisir la nature des enseignements, de l'éducation que devait recevoir leur enfant.

Mais l'école publique restait malgré cela l'école de la République, la seule dont un ministre de l'Éducation nationale devait véritablement s'occuper. La tâche du ministère envers le privé sous contrat consistait à vérifier que justement ce contrat était bien respecté par les établissements.

Ce que dit la ministre est d'une autre nature. Elle considère visiblement, et le Président de la République l'a clairement énoncé lors de son intervention télévisée, que l'école publique et l'enseignement privé sous contrat sont les deux revers de la même médaille et font partie au même titre du système éducatif et républicain, qui au passage ferme les yeux sur les manquements criants à la laïcité concernant l'enseignement privé tout comme l'absence de mixité sociale.

Le public étant ainsi directement mis en concurrence avec le privé, les deux seraient ainsi complémentaires... Complémentaires dans un projet politique néolibéral, celui de l'instauration d'une école à deux vitesses,



une école a minima pour les catégories populaires, laminée par la baisse de la dépense publique depuis plus de 15 ans, ayant vu les heures d'enseignements réduites pour les élèves au point qu'ils perdent entre une et deux années scolaires de temps d'enseignement sur toute leur scolarité. Sans compter les heures non remplacées dont les premières vic-

times sont les élèves des quartiers populaires. Une école du tri, de la ségrégation, du séparatisme social.

De fait, pour madame Oudea-Castera l'école publique n'est pas l'école qu'il faut à ses enfants. Elle entendait ainsi s'adresser aux parents qui, voulant le meilleur pour leurs enfants, choisissent l'enseignement privé sous contrat au lieu de l'établissement de secteur.

La première raison du choix du privé aujourd'hui, c'est d'abord les conditions dégradées d'enseignement que l'on trouve dans le public du fait de politiques de baisse de la dépense publique en matière d'éducation. Les causes sont donc directement liées à la politique du gouvernement et de la majorité dont elle fait partie et qui est au pouvoir depuis 2017.

Elles sont même plus anciennes, puisqu'en 15 ans les élèves ont perdu l'équivalent d'au moins une année scolaire, quand la dépense de l'État passait de 7,5 % du PIB à un peu plus de 6 % dans un moment où l'école accueillait les enfants du baby-boom de l'an 2000 et qui se sont vu imposer une gare de triage avec Parcoursup quand ils ont été en âge d'accéder à l'enseignement supérieur.

Les enseignants lui demandent des excuses publiques, mais ils appellent surtout de leurs vœux un véritable changement de politique, une ambition nouvelle en matière d'éducation. Peut-elle rester ministre dans ce contexte ? La question se pose. ✪

Sébastien Laborde

Gérard Streiff

MISSAK ET MÉLINÉE MANOUCHIAN

Un couple en Résistance

préface de **Didier Daeninckx**

postface de **Jean-Pierre Sakoun**



Une biographie croisée à l'occasion de l'entrée au Panthéon, le 21 février 2024, du célèbre couple de résistants

21 février 1944, prison de Fresnes. Missak Manouchian écrit à Mélinée : « Nous allons être fusillés cet après-midi à 15 heures. [...] Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand. »

Trahi, traqué, arrêté, torturé, jugé par un tribunal militaire allemand avec ses camarades, Missak apparaît au milieu de l'affiche rouge qui recouvre bientôt les murs des villes de France pour attiser la haine contre les « terroristes étrangers, les juifs, les bolchéviques », affiche très vite devenue le symbole du courage et du sacrifice.

Mélinée, sa « petite orpheline bien-aimée », échappera à l'arrestation avec l'aide de la famille Aznavourian. Pour, très vite, reprendre une activité dans la Résistance. Et, après-guerre, entretenir la mémoire des héros des FTP-MOI. Mais les connaît-on si bien, ces deux apatrides portés par le rêve communiste, rebelles qui s'étaient choisis une patrie : la France ? Missak, le poète, l'idéaliste, le « chef de bande ». Mélinée, la compagne, l'organisatrice, la militante. Gérard Streiff entremêle leurs destins dans ce récit : le génocide, l'exil, l'engagement, la clandestinité, la guérilla, l'exécution au Mont-Valérien. Leur amour resté inachevé et leur légende qui n'a cessé de grandir.

Né en 1949 en Moselle, journaliste et essayiste, **Gérard Streiff** a été correspondant à Moscou du quotidien L'Humanité (1982-1986), puis rédacteur en chef adjoint des magazines Révolution et Regards. Titulaire d'un DEA en histoire de l'IEP Paris, il est l'auteur, notamment, d'Un soldat allemand dans la Résistance française (Oskar éditeur, 2011) et Marie-Claude Vaillant-Couturier. Une vie de résistance (Ampelos, 2021). **Didier Daeninckx**, romancier multiprimé, est l'auteur de Missak (Perrin, 2009 ; Folio, 2018) et des albums jeunesse Missak, l'enfant de l'affiche rouge (Rue du monde, 2009) et Avec les Manouchian (Oskar, août 2023). Président d'Unité Laïque, **Jean-Pierre Sakoun** préside le Comité pour l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian.

En librairie le 4 janvier 2024, 224 pages – 21 €

Contact presse : **LP Conseils / Patricia Ide Beretti**

patricia@lp-conseils.com

Tél. : 07 79 82 30 75

Détruire une université, c'est de l'obscurantisme

Mercredi dernier, la dernière université de Gaza a été détruite sous les bombes israéliennes.

Effectuée à l'aide d'explosifs et après plusieurs semaines d'occupation par les soldats de Tsahal, cette destruction n'est pas un dommage collatéral, mais doit être comprise dans la stratégie globale de l'État colon israélien. En période de massacre dans la bande de Gaza, elle s'ajoute à des destructions et des meurtres également commis en Cisjordanie à l'encontre des universitaires palestiniens.

On ne rase jamais une université par hasard. C'est par excellence le lieu de la transmission des savoirs, tourné vers l'avenir de la société autant que des individus, avec comme mission l'élévation du niveau général de connaissances.

Le CNRTL propose comme définition de l'obscurantisme une « attitude, doctrine, système politique ou religieux visant à s'opposer à la diffusion, notamment dans les classes populaires, des lumières, des connaissances scientifiques, de l'instruction, du progrès. »

La destruction systématique des universités gazaouies n'est pas ano-

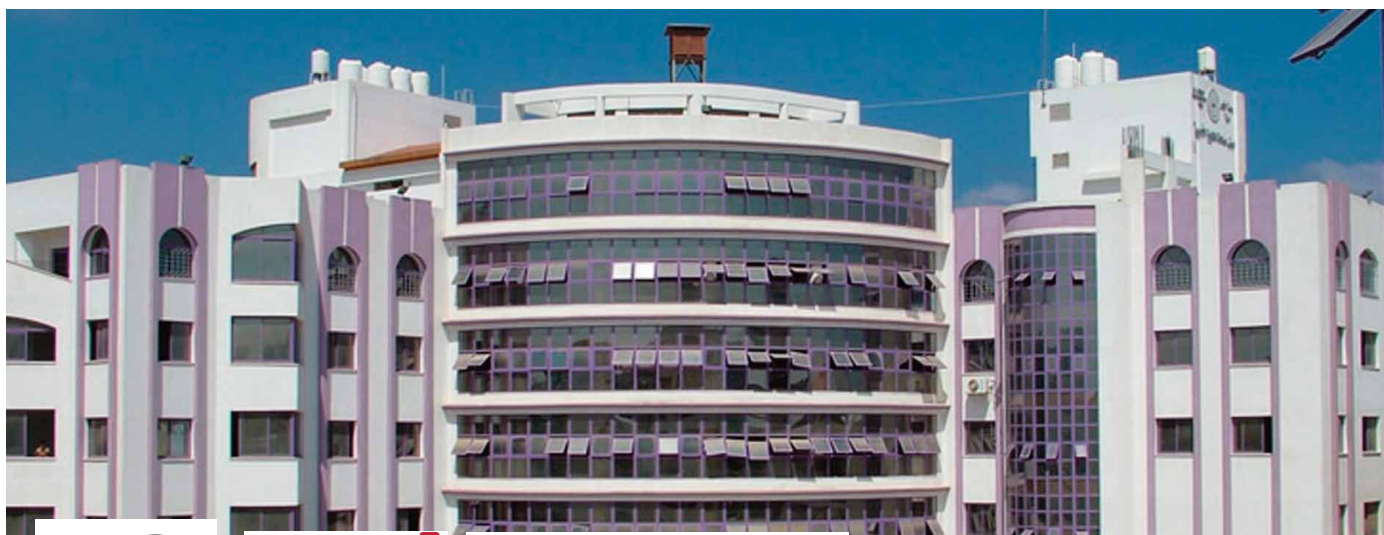
dine. Cela en dit long sur la volonté d'Israël de briser la capacité du peuple palestinien à se doter d'une instruction utile et nécessaire à la construction d'une société éclairée.

Cette stratégie mortifère n'a que trop duré. L'Union des étudiant-e-s communistes appelle, à nouveau, au cessez-le-feu, première étape d'une paix juste et durable en Palestine.

Pour cela, la France doit prendre les mesures diplomatiques qui s'imposent, et condamner la politique coloniale, contraire au droit international, de l'État d'Israël.

Pour faire valoir le droit du peuple palestinien à disposer d'un État, nous appelons également les universités françaises à concevoir des jumelages avec les universités palestiniennes, dans une logique d'échange des savoirs et de dialogue entre les cultures. ✪

Pierre Bioret



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

La production de médicaments symptomatique d'une UE enfermée dans le carcan néo-libéral



L'Union européenne n'a pas de responsabilité directe en matière de définition des politiques de santé publique, ou dans l'organisation de la fourniture des services de santé et des soins médicaux, qui sont du ressort des États membres. Cependant, l'UE dispose d'une compétence complémentaire, qui l'autorise à soutenir et à coordonner des actions, ainsi qu'à adopter des mesures législatives contraignantes dans certains domaines clairement définis, comme les médicaments et les dispositifs médicaux. Pendant la pandémie, c'est ce qui avait conduit la Commission européenne à négocier de façon groupée les vaccins. Alors que l'investissement public avait permis la création de vaccins contre la Covid 19 en moins d'un an, la Commission européenne avait alors décidé de se soumettre totalement aux volontés des Big Pharmas, au lieu d'œuvrer à la levée des brevets pour faire des vaccins un bien public de l'humanité, qui aurait permis d'atteindre l'immunité collective au niveau mondial¹. Depuis... rien n'a changé. Alors que plus de trente ans de politiques néolibérales en France, en Europe comme dans le monde, ont mené nos systèmes de santé dans une crise structurelle, rien n'a été fait depuis la fin de la pandémie pour inverser la tendance.

En 2022, la France a connu une pénurie de médicaments touchant 12,5 % des références à la mi-août, contre 6,5 % en janvier. Les alertes se sont multipliées sur la cortisone, des antidiabétiques et des antibiotiques. En janvier 2023, la situation était considérée comme critique dans la plupart des pays membres et un tiers des Français a été confronté à une pénurie de médicaments pendant l'année écoulée.

De l'aveu même de la Commissaire européenne en charge de la Santé, Stella Kyriakides, « les principales causes identifiées sont la forte augmentation de la demande due à la multiplication des infections respiratoires et à l'insuffisance des capacités de production ». Pourtant la privatisation totale du secteur du médicament depuis les années 90 a entraîné une délocalisation de la production des actifs, ainsi qu'une soumission totale aux grands laboratoires pharmaceutiques qui privilégient évidemment la course au profit au détriment de la santé des populations.

En effet, avec son bénéfice net de 13,8 % en 2023, l'industrie pharmaceutique peut se targuer d'être un des secteurs les plus rentables du « mar-



ché ». Les plus gros laboratoires voient encore leur chiffres d'affaires exploser avec plus de 100,3 Mrds \$ pour Pfizer ou 95,9 Mrds \$ pour J&J ou 68,5 Mrds \$ pour Roche, entre autres², en 2023.

Pour parvenir à ces résultats exorbitants, les Big Pharmas vont chercher les coûts de fabrication là où ils sont les plus faibles, c'est-à-dire principalement en Chine et en Inde. Ceux-ci fournissent à l'Europe 80 % des remèdes, ce qui peut causer des ruptures de stocks dues à leur transport ou à une meilleure offre commerciale d'un pays tiers. Cette pratique commerciale qui nous rend extrêmement dépendants de ces pays et a évidemment un impact majeur sur l'emploi dans ces secteurs en Europe comme sur la maîtrise de la santé publique.

Alors que la question de la relocalisation de la production de médicaments en Europe est plus que jamais d'actualité, la Commission européenne préfère en rester à des mesures « incitatives » comme le lancement d'un mécanisme européen de solidarité volontaire en matière de médicaments (octobre 2023), l'établissement d'une liste de l'Union des médicaments critiques (fin 2023), la mise en place de flexibilités réglementaires sur la péremption des médicaments ou encore l'élaboration d'orientations de l'UE sur les marchés publics de médicaments début 2024³. Résultat de ces bonnes intentions : début 2024 l'approvisionnement en médicament des pays européens est plus que jamais menacé !

En 2020, le président français Emmanuel Macron avait pourtant annoncé

vouloir rapatrier la production de paracétamol en France. Pour cela, il a débloqué 200 millions d'euros de subventions, principalement au profit du géant pharmaceutique français Sanofi, sans aucune garantie sociale. Cela n'avait donc pas empêché l'entreprise d'annoncer en 2021, au beau milieu de la pandémie, la suppression de 400 postes en France dans le domaine de la recherche et du développement. Si la fabrication de ce principe actif sur le territoire français avait été initialement annoncée pour 2023, on parle aujourd'hui de 2025 ou 2026 pour le lancement de la production.

Pourtant d'autres choix sont possibles et existent au niveau international. Aux États-Unis par exemple, face au problème de la pénurie de médicaments, 800 hôpitaux ont pris l'initiative en 2018 de s'approprier l'achat et la production de leurs médicaments. Pour cela, ils ont fondé l'organisation sans but lucratif Civica RX, afin d'éviter de dépendre de géants pharmaceutiques. L'organisation négocie des contrats à long terme avec une quinzaine de petits producteurs de médicaments génériques. Résultat : en deux ans et demi, les prix ont chuté de 30 % en moyenne⁴.

En Europe aussi nous pourrions produire autrement. Depuis 20 ans, le PCF propose la création d'un pôle public du médicament à l'échelle nationale, européenne et mondiale en charge de la recherche, de la production et de la distribution des médicaments. Cela permettrait d'en faire un véritable outil de santé publique et d'innovation scientifique pour répondre aux grands enjeux de notre époque⁵.

Pour cela, il est impératif de sortir du carcan néo-libéral qui, en faisant du médicament uniquement une opportunité économique et une source de profit, organise la spéculation au détriment de la vie des populations. ✊

Charlotte Balavoine
responsable Europe du PCF

1. <https://www.economie-et-politique.org/2021/03/21/sortir-la-sante-des-mains-des-big-pharma/>

2. <https://www.usinenouvelle.com/article/le-top-10-des-plus-grands-laboratoires-pharma-en-2023.N2157087>

3. https://france.representation.ec.europa.eu/informations/la-commission-intensifie-ses-actions-pour-remedier-aux-penuries-critiques-de-medicaments-et-2023-10-24_fr

4. <https://www.ptb.be/actualites/comment-des-americains-reprennent-les-medicaments-des-mains-de-big-pharma>

5. <https://cahiersdesante.fr/editions/46-septembre-2023/notre-proposition-concrete-dun-pole-public-du-medicament/>

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),

Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,

Léna Mons, Rachel Ramadou. RÉDACTION : Gérard Streiff

Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA